

Le regard des Français sur la crise financière et boursière

Octobre 2008



Note méthodologique

Etude réalisée pour : **Acteurs Publics et Le Monde**

Echantillons : Échantillon de **957** personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

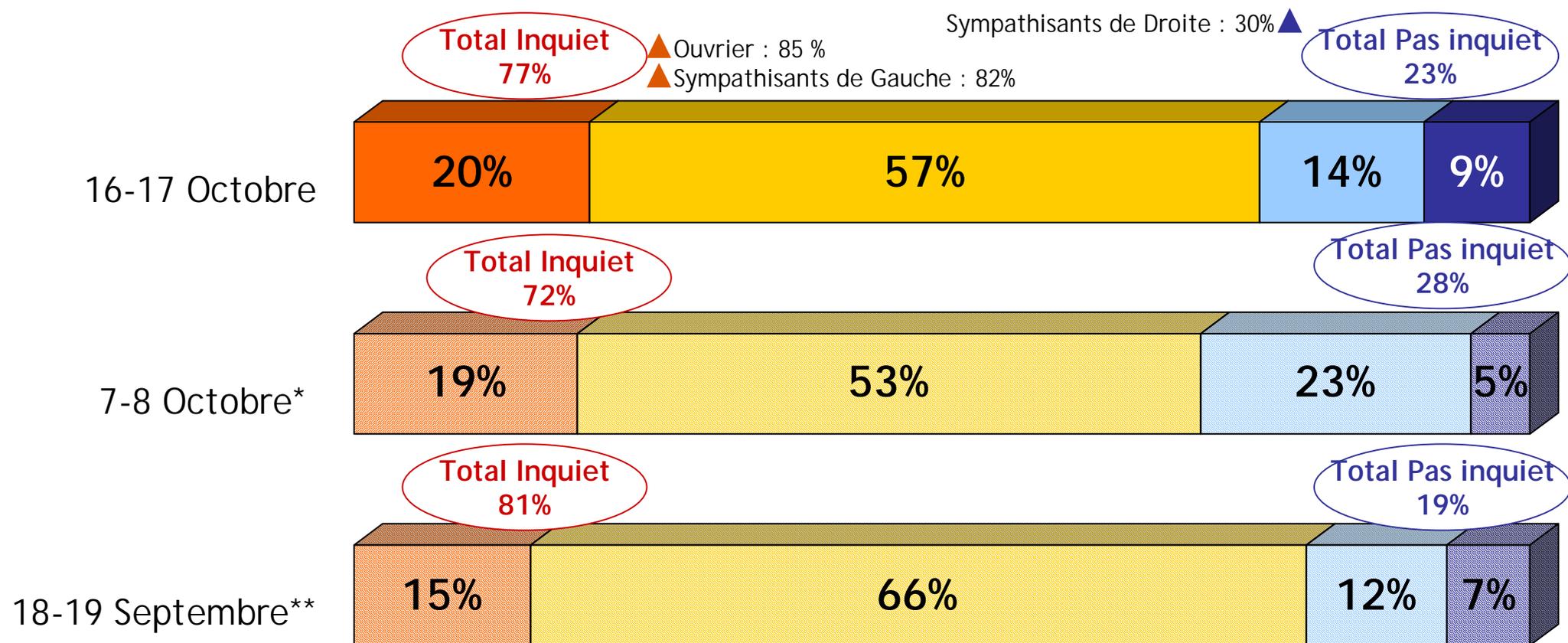
La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil : Les interviews ont eu lieu par téléphone au domicile des personnes interrogées.

Dates de terrain : Du 16 au 17 octobre 2008

Le niveau d'inquiétude pour l'économie française

Question : Vous personnellement, en pensant à la crise financière et boursière actuelle aux Etats-Unis, en Asie et en Europe, diriez-vous que vous êtes tout à fait inquiet, plutôt inquiet, plutôt pas inquiet ou pas du tout inquiet pour l'économie française ?



* Sondage Ifop réalisé pour le Journal du Dimanche auprès d'un échantillon de 956 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, du 18 au 19 septembre 2008.

** Sondage Ifop réalisé pour Le Monde auprès d'un échantillon de 951 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, du 7 au 8 octobre 2008

Le jugement détaillé sur l'attitude du gouvernement et du président de la République face à la crise

Question : Pour chacune des phrases suivantes, diriez-vous qu'elle s'applique plutôt bien ou plutôt mal au Président de la République et au gouvernement ?

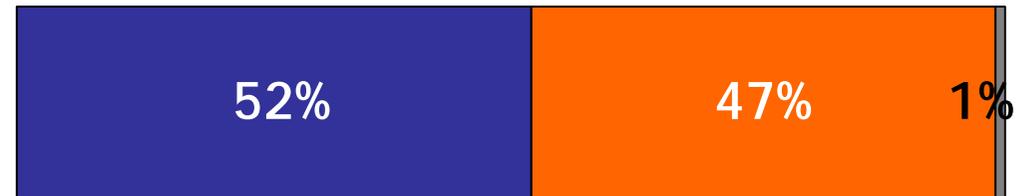
Nicolas Sarkozy joue un rôle majeur et décisif dans les décisions internationales visant à faire face à la crise financière et boursière

▲ Sympathisants du Parti Socialiste : 56%



Le Président de la République et le gouvernement ne disposent pas vraiment de moyens efficaces contre la crise financière et boursière

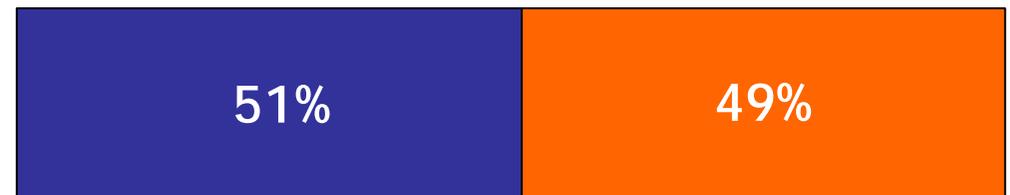
▲ Profession libérale, cadre supérieur : 69%



Le gouvernement a trop tardé à parler de la gravité de la crise financière et boursière aux Français

▲ Sympathisants de Gauche : 60%

▲ Moins de 35 ans : 57%



■ Plutôt bien

■ Plutôt mal

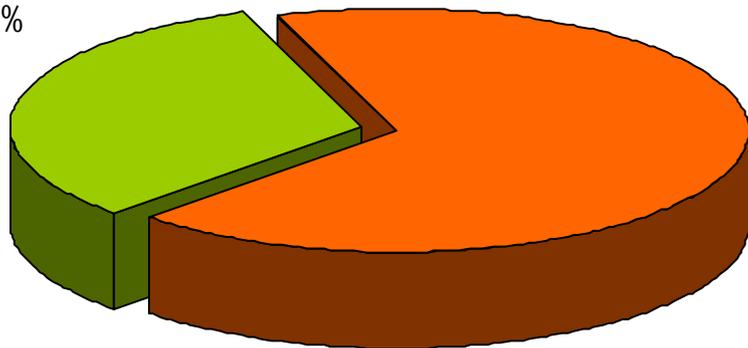
■ Nsp

Le jugement détaillé sur l'attitude des banques

Question : Pour chacune des phrases suivantes, diriez-vous qu'elle s'applique plutôt bien ou plutôt mal aux banques ?

Les banques sont responsables de la crise financière et boursière actuelle

S'applique
plutôt
mal
32%

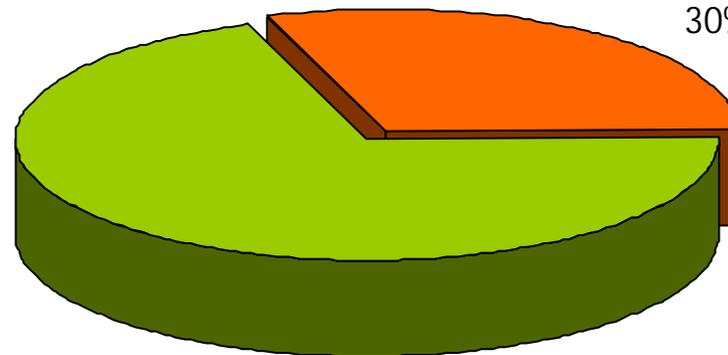


S'applique
plutôt
bien
68%

▲ Profession libérale, cadre supérieur : 87%

Les banques font bien leur travail de financement de l'économie

S'applique
plutôt
bien
30%



S'applique
plutôt
mal
70%

▲ Plus de 35 ans : 73%
▲ Ouvrier : 75%

La crise financière et boursière, partie des Etats-Unis et qui touche actuellement l'Europe, constitue un sujet de forte préoccupation dans l'opinion publique. Surtout, cet épisode, à travers la chute des marchés boursiers, la faillite d'établissements financiers ou encore les interventions ou aides venant tous azimuts des Etats en direction des banques, contribue à bouleverser les repères des élites comme du grand public sur des pans entiers du système économique mondial. C'est dans ce contexte qu'Acteurs Publics, en partenariat avec Le Monde, a demandé à l'Ifop de faire un point sur l'état de l'opinion alors que la crise perdure et que ses effets à court ou moyen terme restent peu connus voire inconnus.

1. Un niveau d'inquiétude massif.

Cette crise financière, de par son ampleur et sa dimension transnationale, s'avère très anxiogène pour les Français. Invitées à se prononcer sur leur niveau d'inquiétude face aux effets de la crise pour l'économie française, plus des trois-quarts des personnes interrogées (77%) se déclarent inquiètes, un interviewé sur cinq se disant même très inquiet. Mesuré par l'Ifop depuis près d'un mois, l'intensité de cet indicateur ne faiblit pas. A la mi-septembre^[1], après les premières baisses spectaculaires des marchés boursiers, l'inquiétude touchait déjà 81% des Français. Dans la première décade d'octobre^[2], celle-ci avait en revanche légèrement reculé à 72% après la réunion du « G4 » et l'annonce d'objectifs visant à aider les banques européennes.

Aujourd'hui, l'anxiété demeure massive et, compte tenu de son importance, reste majoritaire dans tous les segments générationnels ou socioprofessionnels. Tout juste observe-t-on un niveau d'inquiétude plus élevé au sein des catégories d'âge intermédiaire (82% chez les personnes âgées de 35 à 49 ans), chez les commerçants (88% dont un tiers de très inquiet) - ces derniers anticipant très probablement l'effet de la crise financière sur leur activité - et les ouvriers (85%).

D'un point de vue politique, se fait jour une légère nuance quant à l'intensité de cette inquiétude (82% des sympathisants de gauche contre 70% des proches de la droite se déclarent inquiets).

^[1] Sondage Ifop réalisé pour le Journal du Dimanche auprès d'un échantillon de 956 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, du 18 au 19 septembre 2008.

^[2] Sondage Ifop réalisé pour Le Monde auprès d'un échantillon de 951 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, du 7 au 8 octobre 2008

2. Un satisfecit à l'égard de l'exécutif pour sa gestion de la crise mais la prise de conscience de ses limites.

Cette anxiété palpable de l'opinion n'empêche pas l'émergence de jugements somme toute bienveillants s'agissant de l'attitude perçue de l'exécutif face à la crise. Ainsi, 66% des personnes interrogées approuvent la phrase selon laquelle « Nicolas Sarkozy a joué un rôle majeur et décisif dans les décisions internationales visant à faire face à la crise financière et boursière » alors qu'un tiers exprime un avis inverse. Cette évaluation très favorable du rôle du chef de l'Etat dans la tourmente financière explique en grande partie le rebond récent de sa popularité dans les enquêtes barométriques^[1]. Tout se passe comme si l'opinion accordait un crédit au volontarisme et à l'activisme de Nicolas Sarkozy, en tant que Président du Conseil européen dans cette crise internationale.

Il est à cet égard frappant de constater qu'une majorité de sympathisants de gauche (56% - dissociant leur posture traditionnellement critique à l'égard du Président de leur perception de sa gestion actuelle de la crise financière et boursière - reconnaissent positivement son rôle.

Au delà de ce satisfecit de la gauche, l'action du chef de l'Etat s'avère encore plus nettement saluée auprès des segments traditionnels du peuple de droite : personnes âgées de plus de 65 ans (75% d'entre elles approuvent son attitude face à la crise), les professions libérales et les cadres supérieurs (70%) et sans surprise les sympathisants de la majorité (85% à l'UMP).

Pour autant, cette adhésion majoritaire à l'égard de l'exécutif est nuancée par le sentiment partagé par une courte majorité des personnes interrogées, d'un « retard à l'allumage » à propos de l'information délivrée par les pouvoirs publics sur la crise. Ainsi, 51% des interviewés estiment que « le gouvernement a trop tardé à parler de la gravité de la crise financière et boursière aux Français » tandis que 49% réfutent cette critique. Sur cette question afférant à la transparence de l'information, les personnes les plus jeunes (57% des moins de 35 ans), les catégories populaires (ouvriers : 57%, employés : 54%) et les sympathisants de gauche (60%) apparaissent comme les catégories les plus critiques .

Plus généralement, au delà des jugements sur la manière dont l'exécutif fait face à la crise, se fait jour une fracture dans l'opinion sur les marges de manœuvre réelles du pouvoir politique dans le contexte de dérèglements tous azimuts de l'économie occasionnés par la crise. Ainsi, 52% des personnes interrogées estiment que « le président de la République et le gouvernement ne disposent pas vraiment de moyens efficaces contre la crise financière et boursière ».

^[1] Ainsi, la cote de satisfaction de Nicolas Sarkozy progresse de 6 points (43% de satisfaits) dans le baromètre Ifop / Journal du dimanche réalisé du 9 au 17 octobre auprès d'un échantillon de 1884 personnes.

Cette prise de conscience des limites du politique face à une crise structurelle et mondiale est ressentie avec plus d'intensité par les hommes (56% contre 48% chez les femmes), les cadres supérieurs ou les professions libérales (69% contre seulement 46% des ouvriers) et dans l'agglomération parisienne (61%).

Cette question centrale de la capacité du politique à changer le cours des choses, notamment en matière économique, qui se trouve aux fondements de l'inquiétude de l'opinion depuis le début de la crise, ne suscite en revanche pas de clivages politiques particuliers.

3. Une forte défiance à l'encontre des banques.

Enfin, alors que la crise financière et boursière n'est pas achevée voire n'en est peut-être qu'à ses prodromes, les Français font part de perceptions sévères vis à vis des établissements bancaires, s'apparentant même à une véritable défiance.

En effet, plus des deux tiers des personnes interrogées (68%) considèrent que les établissements bancaires sont responsables de la crise financière et boursière actuelle. Ce jugement s'avère majoritaire dans l'ensemble des segments de la population et est exprimé avec encore plus de force par les 35-49 ans (77%) - c'est à dire la catégorie de la population comptant le plus d'actifs - les professions libérales et les cadres supérieurs (87%). Notons par ailleurs l'absence de clivage politique : la responsabilité des établissements bancaires est soulevée presque aussi fortement par les sympathisants socialistes (70%) que ceux de l'UMP (66%).

Signe de ce discrédit touchant le monde bancaire, une majorité de Français en vient même à remettre en cause le rôle financeur des banques dans l'économie. L'aide annoncée par les pouvoirs publics en direction des grandes banques de l'hexagone a probablement contribué à délégitimer le rôle « autonome » des établissements bancaires en ce domaine. Ainsi, à peine 30% des interviewés adhèrent à l'idée que les banques font bien leur travail de financement de l'économie alors que 69% expriment une opinion inverse. La défiance à l'encontre du secteur bancaire se diffuse de manière homogène l'ensemble des catégories de population. Seule une part non négligeable des plus jeunes interviewés conserve une confiance relative à l'égard des banques.

Là encore, d'un point de vue politique, peuples de gauche comme de droite se rejoignent dans le discrédit exprimé à l'égard de cet acteur central de l'économie, aujourd'hui au cœur de la tempête financière.